

*Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française*

Commission administrative du Patrimoine de l'Observatoire royal de Belgique. Renouvellement de mandats, p. 11863. — Protection du patrimoine culturel, Classement comme monument, p. 11864. — Classement comme site, p. 11864.

*Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française et Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise*

Arrêté royal du 21 octobre 1971 relatif à la rationalisation de l'enseignement spécial du niveau préscolaire et du niveau primaire. Annulation par le Conseil d'Etat, p. 11864. — Protection du patrimoine culturel. Classement comme monument, p. 11864.

*Ministère des Affaires économiques*

Autorisation donnée à une entreprise de pratiquer les assurances sur la vie, p. 11864. — Déclaration d'utilité publique. Canalisations de transport de gaz, p. 11864.

**Avis officiels***Ministère des Finances*

Administration de la Trésorerie. Situations au 31 juillet 1975, p. 11865. — Administration des Douanes et Accises. Publications faites en exécution de l'article 1er de la loi du 20 février 1970. Modifications au tarif des droits d'entrée, p. 11868. — Préférences tarifaires généralisées, p. 11869. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Succession en déshérence, p. 11870.

*Ministère des Communications*

Office des chèques postaux, p. 11870.

*Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur*

Commissie tot beheer van het Vermogen van de Koninklijke Sterrenwacht van België. Vernieuwing van mandaten, bl. 11863. — Bescherming van het kunstpatrimonium. Rangschikking als monument, bl. 11864. — Rangschikking als landschap, bl. 11864.

*Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur*

Koninklijk besluit van 21 oktober 1971 houdende rationalisatie van het buitengewoon onderwijs op voorschools en lager niveau. Vernietiging door de Raad van State, bl. 11864. — Bescherming van het kunstpatrimonium. Rangschikking als monument, bl. 11864.

*Ministerie van Economische Zaken*

Machtiging verleend aan een onderneming om levensverzekeringscontracten af te sluiten, bl. 11864. — Verklaring van openbaar nut. Gasvervoerdelingen, bl. 11864.

**Officiële berichten***Ministerie van Financiën*

Bestuur der Thesaurie. Toestanden per 31 juli 1975, bl. 11865. — Administratie der Douane en Accijnzen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 20 februari 1970. Wijzigingen aan het tarief van invoerrechten, bl. 11868. — Algemene tariefpreferenties, bl. 11869. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Erfloze nalatenschap, bl. 11870.

*Ministerie van Verkeerswezen*

Bestuur der postchecks, bl. 11870.

## LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

9 JUILLET 1975. — Loi modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

à tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Un article 1bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques :

« Article 1bis. Le Gouvernement a les mêmes pouvoirs en ce qui concerne les substances psychotropes, autres que les substances stupéfiantes et soporifiques, susceptibles d'engendrer une dépendance. »

(1) Session ordinaire 1970-1971 :

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 290 du 2 mars 1971. — Amendements, n° 484.

Session ordinaire 1974-1975 :

Documents parlementaires. — Rapport, n° 454 n° 2 du 29 avril 1975 de M. Lepaffe.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 12 juin 1975.

Session ordinaire 1974-1975 :

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 608 n° 1 du 13 juin 1975. — Rapport n° 608 n° 2 du 20 juin 1975 de M. Bourgeois.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 24 juin 1975. Adoption. Séance du 25 juin 1975.

## WETTEN, DECRETEN, BESLUITEN EN AKTEN VAN DE REGERING

### MINISTERIE VAN JUSTITIE EN MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

9 JULI 1975. — Wet tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen of antiseptica (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 1bis. De Regering heeft dezelfde bevoegdheden met betrekking tot de andere psychotropische stoffen dan verdovende middelen en slaapmiddelen, die afhankelijkheid kunnen teweegbrengen. »

(1) Gewone zitting 1970-1971 :

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 290 van 2 maart 1971. — Amendementen, nr. 484.

Gewone zitting 1974-1975 :

Parlementaire bescheiden. — Verslag nr. 454 nr. 2 van 29 april 1975 door de heer Lepaffe.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 juni 1975.

Gewone zitting 1974-1975 :

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 608 nr. 1 van 13 juni 1975. — Verslag nr. 608 nr. 2 van 20 juni 1975 door de heer Bourgeois.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 24 juni 1975. — Aanneming. Vergadering van 25 juni 1975.

Art. 2. Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 2bis. § 1. Les infractions aux dispositions qui, dans les arrêtés royaux pris en exécution de la présente loi, concernant les substances soporifiques, stupéfiants ainsi que les autres substances psychotropes susceptibles d'engendrer une dépendance et dont la liste est arrêtée par le Roi, seront punies d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 1 000 à 100 000 francs ou de l'une de ces peines seulement.

» § 2. Les infractions visées au § 1 seront punies de la réclusion :

» a) si elles ont été commises à l'égard d'un mineur âgé de 16 ans accomplis;

» b) si l'usage des substances spécifiées au § 1, qui a été fait à la suite des infractions, a causé à autrui, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutation grave.

» § 3. Les infractions visées au § 1 seront punies des travaux forcés de dix à quinze ans :

» a) si elles ont été commises à l'égard d'un enfant âgé de plus de 12 ans accomplis et de moins de 16 ans accomplis;

» b) si elles constituent des actes de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association;

» c) si l'usage qui a été fait des substances spécifiées au § 1 à la suite des infractions, a causé la mort.

» § 4. Les infractions visées au § 1 seront punies des travaux forcés de quinze à vingt ans :

» a) si elles ont été commises à l'égard d'un enfant âgé de moins de 12 ans accomplis;

» b) si elles constituent des actes de participation en qualité de dirigeant à l'activité principale ou accessoire d'une association;

» § 5. Dans les cas prévus aux §§ 2, 3 et 4, une amende de 1 000 à 100 000 francs pourra, en outre, être prononcée. »

Art. 3. L'article 3 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3. Seront punis des peines prévues à l'article 2bis, § 1, ceux qui auront fait usage en groupe des substances qui y sont spécifiées.

» Seront punis des peines prévues à l'article 2bis et selon les distinctions qui y sont faites, ceux qui auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit des substances spécifiées à l'article 2bis, § 1, soit en procurant à cet effet un local, soit par tout autre moyen, ou qui auront incité à cet usage.

» Seront punis des peines prévues à l'article 2bis et selon les distinctions qui y sont faites, les praticiens de l'art de guérir, de l'art vétérinaire ou d'une profession paramédicale qui auront abusivement prescrit, administré ou délivré des médicaments contenant des substances soporifiques, stupéfiants ou psychotropes de nature à créer, entretenir ou aggraver une dépendance. »

Art. 4. L'article 4 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4. § 1. Sans préjudice de l'application des articles 31 et 32 du Code pénal en cas de condamnation à une peine criminelle, les auteurs ou complices des infractions visées aux articles 2bis et 3 pourront être condamnés à l'interdiction conformément à l'article 33 de ce même Code.

» § 2. S'ils exercent une branche de l'art de guérir, l'art vétérinaire ou une profession paramédicale, le juge pourra leur interdire, temporairement ou définitivement, l'exercice de cet art ou de cette profession.

» § 3. En condamnant du chef d'une des infractions visées aux articles 2bis et 3, le juge pourra ordonner la fermeture temporaire ou définitive des débits de boissons ou de tous autres établissements où les infractions ont été commises; il pourra en outre, interdire à titre temporaire ou définitif, au condamné l'exploitation, soit par lui-même, soit par une personne interposée, de tels établissements; il pourra également ordonner, aux frais du condamné, l'affichage et la publication de la décision.

Art. 2. In dezelfde wet wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 2bis. § 1. Overtreding van de bepalingen van de krachtens deze wet uitgevaardigde koninklijke besluiten met betrekking tot slaapmiddelen, verdovende middelen alsook tot andere psychotropische stoffen die afhankelijkheid kunnen teweegbrengen en waarvan de lijst door de Koning wordt vastgesteld, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van 1 000 tot 100 000 frank, of met een van die straffen alleen.

» § 2. De misdrijven bedoeld in § 1 worden gestraft met opsluiting :

» a) indien ze worden gepleegd ten aanzien van een minderjarige boven de volle leeftijd van 16 jaar;

» b) indien het gebruik dat van de onder § 1 bepaalde stoffen ten gevolge van de misdrijven is gemaakt, bij een ander hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking heeft veroorzaakt.

» § 3. De misdrijven bedoeld in § 1 worden gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaar :

» a) indien ze worden gepleegd ten aanzien van een minderjarige die meer dan volle twaalf jaar en minder dan volle zestien jaar oud is;

» b) indien ze daden zijn van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging;

» c) indien het gebruik dat ten gevolge van de misdrijven van de in § 1 bepaalde stoffen is gemaakt, de dood heeft veroorzaakt.

» § 4. De misdrijven bedoeld in § 1 worden gestraft met dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar :

» a) indien ze worden gepleegd ten aanzien van een kind dat geen volle twaalf jaar oud is;

» b) indien ze daden zijn van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging, in de hoedanigheid van leidend persoon.

» § 5. In gevallen als bedoeld in de §§ 2, 3 en 4 kan bovendien een geldboete van 1 000 tot 100 000 frank worden opgelegd. »

Art. 3. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 3. Met de straffen gesteld in artikel 2bis, § 1, worden gestraft zij die de daarin genoemde stoffen in groep gebruiken.

» Met de straffen gesteld in artikel 2bis, en volgens het daarin gemaakte onderscheid, worden gestraft zij die, onder bezwarende titel of om niet, voor een ander het gebruik van de in artikel 2bis, § 1, genoemde stoffen gemakkelijker maken door het verschaffen daartoe van een lokaal of door enig ander middel, of tot dit gebruik aanzetten.

» Met de straffen gesteld in artikel 2 bis, en volgens het daarin gemaakte onderscheid, worden gestraft de beoefenaars van de geneeskunde, van de diergeneeskunde of van een paramedisch beroep die misbruik maken van het voorschrijven, toedienen of afleveren van geneesmiddelen die slaapmiddelen, verdovende middelen of psychotropische stoffen bevatten welke afhankelijkheid kunnen teweegbrengen, onderhouden of verergeren. »

Art. 4. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 31 en 32 van het Strafwetboek in geval van veroordeling tot een criminele straf, kunnen de daders van de in de artikelen 2bis en 3 omschreven misdrijven, alsmede hun medeplichtigen, veroordeeld worden tot ontzetting overeenkomstig artikel 33 van hetzelfde Wetboek.

» § 2. Indien zij een tak van de geneeskunde, de diergeneeskunde of een paramedisch beroep uitoefenen, kan de rechter hen tijdelijk of voor altijd ontzetten van de uitoefening van die kunde of dat beroep.

» § 3. Bij veroordeling wegens een van de misdrijven omschreven in de artikelen 2bis en 3, kan de rechter de tijdelijke of definitieve sluiting bevelen van drankgelegenheden of van alle andere inrichtingen waar de misdrijven zijn gepleegd; bovendien kan hij de veroordeelde tijdelijk of voor altijd ontzetten van het recht zodanige inrichtingen persoonlijk of door tussenpersoon te exploiteren; hij kan eveneens de aanplakking en de openbaarmaking van de rechterlijke beslissing op kosten van de veroordeelde gelasten.

» § 4. En cas de condamnation à une peine principale d'amende, la durée des interdictions ou de la fermeture, prononcée en vertu des §§ 2 et 3, prendra cours le jour où la condamnation contradictoire ou par défaut aura acquis force de chose jugée.

» En cas de condamnation à une peine privative de liberté, cette durée prendra cours le jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine et s'il est libéré conditionnellement, à partir du jour de la libération, pour autant que celle-ci ne soit pas révoquée.

» Dans le cas visé à l'alinéa précédent, les interdictions ou la fermeture produiront, en outre, leurs effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut aura acquis force de chose jugée.

» § 5. Toute infraction aux interdictions ou à la fermeture prononcées en vertu des §§ 2 et 3, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 1 000 à 5 000 francs.

» § 6. Sans préjudice de l'application des articles 42 et 43 du Code pénal, le juge pourra ordonner la confiscation des véhicules, appareils, instruments ou choses qui ont servi ou ont été destinés à commettre les infractions prévues aux articles 2bis et 3 ou qui en ont fait l'objet, même s'ils ne sont pas la propriété du condamné. »

Art. 5. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. En cas de récidive dans le délai de cinq ans après une condamnation du chef d'une infraction à la présente loi ou aux arrêtés pris en exécution de celle-ci, les peines correctionnelles pourront être portées au double et les peines criminelles augmentées conformément à l'article 54 du Code pénal. »

Art. 6. L'article 6 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 6. Les dispositions du Livre I du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi, sont applicables aux infractions prévues par celle-ci.

» Sont exemptés des peines correctionnelles prévues par les articles 2bis et 3, ceux des coupables qui, avant toute poursuite, ont révélé à l'autorité l'identité des auteurs des infractions visées par ces articles ou, si ceux-ci ne sont pas connus, l'existence de ces infractions.

» Dans les mêmes cas, les peines criminelles prévues par ces mêmes articles, sont réduites dans la mesure déterminée par l'article 414, alinéas 2 et 3 du Code pénal.

» Les peines correctionnelles prévues par les articles 2bis et 3 sont réduites dans la mesure déterminée par l'article 414, alinéa 4, du Code pénal, à l'égard des coupables qui, après le commencement des poursuites, ont révélé à l'autorité l'identité des auteurs restés inconnus. »

Art. 7. L'article 7 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. § 1. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les agents des douanes et accises et les fonctionnaires ou agents désignés à cette fin par le Roi, surveillent l'application de la présente loi ainsi que des arrêtés pris en exécution de celle-ci.

» § 2. Ils constatent les infractions aux lois et arrêtés sur la matière par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

» Ils peuvent mettre les auteurs présumés de ces infractions à la disposition des autorités judiciaires.

» § 3. Les officiers de police judiciaire et les fonctionnaires ou agents désignés à cette fin par le Roi, peuvent pénétrer dans les officines, magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente ou à la délivrance des substances visées par la présente loi, pendant les heures où ils sont ouverts au public.

» Ils peuvent pénétrer aussi, pendant les mêmes heures, dans les dépôts annexés aux locaux et lieux visés à l'alinéa précédent, même lorsque ces dépôts ne sont pas ouverts au public.

» Ils peuvent à toute heure, pénétrer dans les locaux qui servent à la fabrication, à la préparation, à la conservation ou à l'entreposage de ces substances.

» Ils sont investis du même pouvoir à l'égard des locaux où il est fait usage, en groupe, des substances visées à l'article 2bis § 1.

» § 4. Le Roi règle le mode et les conditions de la prise d'échantillons, ainsi que l'organisation et le fonctionnement des laboratoires reconnus pour leur analyse. »

» § 4. In geval van veroordeling tot een in geldboete bestaande hoofdstraf, gaat de ontzetting of de sluiting, opgelegd krachtens de §§ 2 en 3, in op de dag dat de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling kracht van gewijsde heeft gekregen.

» In geval van veroordeling tot een vrijheidsstraf gaat de ontzetting of de sluiting in op de dag dat de veroordeelde zijn straf heeft ondergaan of zijn straf verjaard is en, bij voorwaardelijke vrijlating, op de dag van de invrijheidstelling, voor zover deze laatste niet ingetrokken wordt.

» In het geval bedoeld in het vorige lid hebben ontzetting en sluiting bovendien hun gevolgen met ingang van de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling kracht van gewijsde heeft gekregen.

» § 5. Elke overtreding van de ontzetting of de sluiting, opgelegd op grond van de §§ 2 en 3, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van 1 000 tot 5 000 frank.

» § 6. Onverminderd de toepassing van de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek, kan de rechter de verbeurdverklaring bevelen van de voertuigen, toestellen en instrumenten of zaken die hebben gedient of bestemd waren om de in de artikelen 2bis en 3 omschreven misdrijven te plegen of die er het voorwerp van uitmaken, zelfs indien ze niet het eigendom zijn van de veroordeelde. »

Art. 5. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 5. In geval van herhaling binnen vijf jaar na een veroordeling wegens overtreding van deze wet of van de besluiten ter uitvoering ervan, kunnen de correctionele straffen worden verdubbeld en de criminele straffen worden verzwaard overeenkomstig artikel 54 van het Strafwetboek. »

Art. 6. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 6. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, waarvan bij deze wet niet wordt afgeweken, zijn toepasselijk op de bij deze laatste omschreven misdrijven.

» Van de correctionele straffen bepaald bij de artikelen 2bis en 3, blijven vrij de schuldigen die, vóór de vervolging, aan de overheid de identiteit van de daders van de bij die artikelen omschreven misdrijven of, indien de daders niet bekend zijn, het bestaan van die misdrijven hebben onthuld.

» In dezelfde gevallen worden de bij diezelfde artikelen gestelde criminele straffen verminderd in de mate bepaald bij artikel 414, tweede en derde lid, van het Strafwetboek bepaalde mate.

» De in de artikelen 2bis en 3 gestelde correctionele straffen worden verminderd in de mate bepaald bij artikel 414, vierde lid, van het Strafwetboek, ten aanzien van de schuldigen die na het begin van de vervolging de identiteit van onbekend gebleven daders aan de overheid hebben onthuld. »

Art. 7. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 7. § 1. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, zien de ambtenaren van de douanes en accijnzen en de daartoe door de Koning aangewezen ambtenaren of beamten toe op de toepassing van deze wet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten.

» § 2. Zij stellen de overtreding van de ter zake geldende wetten en besluiten vast in processen-verbaal, die bewijskracht hebben behoudens tegenbewijs.

» Zij kunnen de vermoedelijke daders ter beschikking van de rechterlijke overheid stellen.

» § 3. De officieren van gerechtelijke politie en de ambtenaren of beamten, daartoe door de Koning aangewezen, hebben toegang tot de apotheken, winkels en alle andere plaatsen bestemd voor de verkoop of de aflevering van de in deze wet genoemde stoffen, gedurende de uren dat zij voor het publiek toegankelijk zijn.

» Gedurende dezelfde uren hebben zij ook toegang tot de depots die bij de in het vorig lid bedoelde plaatsen aansluiten, zelfs wanneer die depots voor het publiek niet toegankelijk zijn.

» Zij mogen te allen tijde de lokalen betreden welke dienen voor het vervaardigen, bereiden, bewaren of opslaan van die stoffen.

» Hetzelfde geldt voor de lokalen waarin de in artikel 2bis, § 1, bedoelde stoffen in groep worden gebruikt.

» § 4. De Koning stelt nadere regels voor de monsterneming alsmede voor de organisatie en de werkwijze van de laboratoria, erkend voor de analyse daarvan. »

**Art. 8.** L'article 8 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8. § 1. Seront punis d'une amende de 50 à 200 francs ceux qui se sont refusés ou opposés aux visites des officiers et fonctionnaires ou agents visés à l'article 7, § 1, à leurs inspections ou à la prise d'échantillons concernant les substances mentionnées à l'article 2.

» § 2. Seront punis d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 1 000 à 100 000 francs ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui se seront refusés ou opposés aux visites, inspections ou à la prise d'échantillons auxquelles il est procédé par les mêmes agents, lorsque celles-ci concernent les substances mentionnées à l'article 2bis. »

**Art. 9.** Les personnes qui ont consommé en groupe des substances spécifiées à l'article 2bis, § 1, ou ont, en vue de leur consommation personnelle, illégalement fabriqué, acquis ou détenu de telles substances, peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis ou la probation, même si elles ne remplissent pas les conditions prévues aux articles 3 et 8 de la loi précitée relatives aux condamnations antérieures qu'elles auraient encourues.

**Art. 10.** Un § 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'article 16 de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments :

« § 2bis. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 1 000 à 100 000 francs ou de l'une des ces peines seulement, celui qui contrevient aux dispositions spécifiques qui, dans les arrêtés royaux, pris en exécution de la présente loi, concernent des médicaments contenant des substances soporifiques ou stupéfiantes, ainsi que des substances psychotropes susceptibles d'engendrer une dépendance et dont la liste est arrêtée par le Roi. »

**Art. 11.** L'alinéa 2 de l'article 2 de la loi précitée du 24 février 1921 est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1975.

BAUDOIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,

H. VANDERPOORTEN

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille,

J. DE SAEGER

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,

H. VANDERPOORTEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE,  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET MINISTÈRE DES FINANCES

22 SEPTEMBRE 1975. — Arrêté royal rendant obligatoire le régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel de l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles

BAUDOIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1938 relative à la création d'un Office nationale des Débouchés agricoles et horticoles, modifiée par l'arrêté royal du 12 septembre 1955;

**Art. 8.** Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 8. § 1. Met geldboete van 50 tot 200 frank worden gestraft zij die zich niet lenen tot of zich verzetten tegen bezichtiging, inspectie of monsterneming met betrekking tot de in artikel 2 vermelde stoffen door officieren en ambtenaren of beambten bedoeld bij artikel 7, § 1.

» § 2. Met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van 1 000 tot 100 000 frank of met één van die straffen alleen, worden gestraft zij die zich niet lenen tot of zich verzetten tegen bezichtiging, inspectie of monsterneming door diezelfde ambtenaren, wanneer ze betrekking hebben op de in artikel 2bis vermelde stoffen. »

**Art. 9.** Een ieder die de in artikel 2bis, § 1, genoemde stoffen in groepsverband gebruikt, of op onwettige wijze met het oog op eigen gebruik vervaardigt, verkrijgt of onder zich heeft, kan in aanmerking komen voor toepassing van de bepalingen van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitsel en de probatie, zelfs indien hij niet voldoet aan de bij de artikelen 3 en 8 van laatstgenoemde wet gestelde voorwaarden met betrekking tot de vroegere veroordelingen die hij mocht hebben ondergaan.

**Art. 10.** In artikel 16 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen wordt een § 2bis ingevoegd, luidende :

« § 2bis. Met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van 1 000 tot 100 000 frank of met één van die straffen alleen wordt gestraft hij die de specifieke bepalingen overtreedt van de ter uitvoering van deze wet genomen koninklijke besluiten met betrekking tot de geneesmiddelen welke slaapmiddelen of verdovende middelen, alsmede psychotropische stoffen bevatten die afhankelijkheid kunnen teweegbrengen en waarvan de lijst door de Koning wordt vastgesteld. »

**Art. 11.** Artikel 2, tweede lid, van de voornoemde wet van 24 februari 1921 wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1975.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER,  
MINISTERIE VAN LANDBOUW  
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

22 SEPTEMBER 1975. — Koninklijk besluit waarbij de pensioenregeling, bij de wet van 28 april 1958 ingesteld, op het personeel van de Nationale Dienst voor de Afzet van Land- en Tuinbouwproducten toepasselijk wordt verklaard

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 27 december 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Dienst voor de Afzet van Land- en Tuinbouwproducten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 september 1955;